

Castéja : il y a une vie après la police

BORDEAUX
Onze ans après la fermeture de l'hôtel de police, le site va être vendu au bailleur social Gironde Habitat pour 12 millions d'euros

STELLA DUBOURG
s.dubourg@sudouest.fr

C'est une page majeure de l'histoire de Bordeaux qui se tourne aujourd'hui. Ce matin, le secrétaire d'État au budget, Christian Eckert, sera à Bordeaux afin de signer l'acte de cession du site de Castéja au bailleur social Gironde Habitat. L'un des biens les plus importants de l'État à Bordeaux, bien connu des habitants pour avoir accueilli pendant des années l'hôtel de police, va ainsi être reconverti. Il accueillera 180 logements dont 45 % en locatifs sociaux, 20 % en accession sociale à la propriété et 35 % en logement libre. L'accent est ainsi mis sur la production de logement social car il s'agit du premier projet en France, issu de la loi Duflot, qui impose au repreneur une proportion de logement social en échange d'une décote assurée par le vendeur sur le prix du foncier.

Une nouvelle reconversion

Le projet de Gironde Habitat, qui répond à un cahier des charges précis de l'État, prévoit aussi l'aménagement d'un foyer pour jeunes travailleurs d'environ 45 places, une résidence hôtelière et un parking souterrain. C'est également en tant qu'aménageur que le bailleur social intervient. Il créera donc un nouvel espace urbain ouvert sur l'extérieur permettant aux habitants de bénéficier d'un cadre de vie agréable. Enfin, à la demande de la Ville, le programme comportera la réalisation d'une école maternelle. Une opération immobilière qui porte au total sur 21 000 m² au cœur de Bordeaux.



Mais Castéja ne doit pas sa réputation qu'à son passé de commissariat central (lire ci-dessous). Cet ensemble immobilier, dont le bâtiment principal est inscrit au titre des monuments historiques depuis 2011, abritait à l'origine l'Institut national des jeunes filles sourdes. C'est d'ailleurs à cet effet qu'il a été édifié à partir de 1862 sous l'égide de l'architecte Thiac et à l'initiative de l'abbé de l'Épée. C'est la première institution en France à accueillir des femmes et à leur donner les moyens de vivre et travailler comme les autres en utilisant le langage des signes. Puis au fil du temps, ce lieu a également été un hôpital militaire

puis une caserne. Il a ensuite abrité l'hôtel de police jusqu'en 2003 avant d'héberger provisoirement les services de la préfecture jusqu'en 2010, qui ont finalement rejoint Mériadeck.

En mémoire du passé

Désaffecté depuis maintenant quatre ans, le site attendait d'être fixé sur son avenir. Propriété de l'État depuis 1791, il a été officiellement mis en vente en 2010 dans le cadre d'une procédure complexe dont l'aboutissement s'est fait attendre.

Finalement grâce à l'offre de 12 millions d'euros proposée par Gironde Habitat, Castéja va donc con-

« Le projet de Gironde Habitat prévoit aussi l'aménagement d'un foyer pour jeunes travailleurs d'environ 45 places »

naître un nouveau dessein. Une nouvelle vie qui devra compter sur l'Association de sauvegarde des bâtiments de l'ancienne institution nationale des sourdes-muettes (ASBAINSM) pour respecter les justes intérêts des riverains mais aussi préserver et perpétuer la mémoire

des lieux. Car l'aménagement futur devra rappeler la vocation première du site. Le nouveau propriétaire devra notamment conserver les façades, les grilles, la statue de l'abbé de l'Épée et plusieurs autres éléments classés qui font la spécificité architecturale des lieux.

Par ailleurs, à titre symbolique, l'association demandera au bailleur social qu'une plaque rappelant l'histoire du bâtiment soit apposée et que le futur lieu conserve le nom du site. « Nous pensons tout simplement à ilot ou résidence Abbé de l'Épée », souligne Claude Ribéra-Perwillé, la présidente. De manière plus vivante, l'association militera pour



Désaffecté depuis quatre ans, le site attendait d'être fixé sur son avenir.

ARCHIVES STÉPHANE LARTIGUE

que des locaux soient aménagés sur place afin d'accueillir les associations de sourds. « Car il n'existe pas de lieu de ce type sur Bordeaux et que la Gironde compte tout de même 54 000 sourds. Elle demandera également la prise en compte de la surdité dans les attributions de logements. « Nous souhaitons aussi que douze logements sociaux soient aménagés et consacrés aux personnes sourdes et que des places soient réservées aux sourds au sein du foyer des jeunes travailleurs. »

Parole de flic

■ Il travaille désormais dans les étages badgés, sécurisés et aseptisés de l'hôtel de police de Mériadeck. Plus pour très longtemps, « Kaolin » a bientôt « 35 ans de tapin ». Ce n'est pas encore un ancien, mais assurément un flic à l'ancienne. Il a connu l'avant. Quand même pas les brigades du Tigre même s'il travaille en PJ (police judiciaire), mais l'ancien commissariat : Castéja.

Un brin nostalgique il se souvient d'un bâtiment bien moins fonctionnel mais beaucoup plus convivial que le nouveau. « Dès l'arrivée au service, c'était la foire d'empoigne pour se garrer dans la cour. On se faisait les pires vacheries. » Il ne compte plus les coups de gueule, pneus crevés, et autres essuie-glace tordus.

Un fonctionnaire dans une guérite guettait l'intrus. Seule une personne non autorisée franchissait sans peine l'entrée. Danièle réveillait la police, embrassait les fourgons en souriant « copains ». Une « brave fille » qu'ils surnommaient « alpage », du nom des indicatifs radios pour les voitures de police secours.

« Partout, ça sentait le tabac, la sueur et la cuisine. Les gars étaient rassemblés dans des grands bureaux aux plafonds hauts et aux murs épais. Ça crée de la cohésion et de la complicité. Du coup, on savait tout de la vie privée des uns et des autres. On se couvrait mutuellement quand la légitime nous cherchait au téléphone. » Une franche camaraderie qui tend à s'évaporer. Il mangeait souvent, la nuit, au « Rat mort », la cantine parallèle. « On avait beau être dans une ancienne institution spécialisée, les voyous qui restaient muets, on savait les faire parler. » Parfois, leurs mains aussi avaient la parole. « Dans ce temps-là, on ne matait pas le cimetière mais les nanas qui bronzait en terrasse. On prenait même les jumelles. C'était vivant ! » À cette époque, les fenêtres s'ouvraient. « D'ailleurs un jour, le GIPN a fait une démonstration en faisant atterrir l'hélico dans la cour. Toutes les feuilles mortes et la poussière sont rentrées dans les burlingues, ils ne l'ont plus jamais refait. »

FL.M.



L'inspecteur-général Christian Campet, au centre, en compagnie de sa femme, et des époux Chaban-Delmas à droite, lors qu'il a été fait commandeur de la Légion d'honneur. PHOTO ARCHIVES « 50 »

Quand Castéja rimait avec

HISTOIRE Pendant cinquante-trois ans, des générations de policiers s'y sont succédé, écrivant la grande et petite histoire de l'immeuble Castéja

C'était une époque où l'on n'appelait pas les commissariats de police par leurs noms. Comme on dit « L'Évêché » à Marseille, on parlait de « Castéja » à Bordeaux pour indiquer l'hôtel de police. Comment aurait-il pu en être autrement ? Car, à dire vrai, l'immeuble n'avait rien d'un hôtel. Des pièces en mauvais état et humides, des couloirs interminables, des corps de bâtiments carrés où, chose étrange, les non habitués pouvaient tourner en rond sans jamais trouver le bureau auquel ils devaient se rendre.

Pendant cinquante-trois ans, de 1949 à 2003, des générations de policiers se sont succédé au « poula-ga », mais le lieu reste à jamais marqué par l'empreinte d'un homme.

Celle de Christian Campet, policier « à l'ancienne », lieutenant du maire Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas. L'ancien résistant de la première heure, décédé en 1986, accompli ici, événement rarissime, toute sa carrière qu'il avait commencée comme inspecteur et qu'il termina au grade d'inspecteur général, réservé à ce moment-là aux plus hauts fonctionnaires parisiens. Christian Campet incarnait presque à lui tout seul la police bordelaise dont il tu-toyait quasiment tous les fonctionnaires.

Parfums anisés

En cinquante-trois ans, Castéja n'a pratiquement jamais changé. Au rez-de-chaussée, les geôles avaient

des airs de cul de basse fosse, en face, les voitures débordaient du parking au point de provoquer des frictions entre les services quand ces derniers devaient partir en urgence, et les étages étaient occupés par la sûreté urbaine, la police judiciaire, les renseignements généraux et ce que l'on appelait alors la DST, facile à identifier puisque sa porte d'entrée a été très longtemps la seule à disposer d'une caméra dont on n'a jamais su d'ailleurs si elle fonctionnait vraiment. Même la cour d'honneur, rue Abbé-de-l'Épée, réservée normalement aux directeurs, était sans arrêt encombrée de véhicules de toutes sortes. Il y avait aussi de gigantesques caves. Longtemps, elles abritèrent une partie des archives dont celles